



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

CRISE ECONOMIQUE MONDIALE, TENSIONS GUERRIERES EN IRAK

C'est le capitalisme qui montre sa faillite, pas le communisme !

Depuis des mois, la bourgeoisie nous rebat les oreilles avec la prétendue faillite du communisme et se gargarise du nombre supposé de ses victimes pour mettre en avant que le "communisme, c'est la barbarie". Cette campagne internationale s'efforce de dénaturer Octobre 17 et tente d'empoisonner la conscience des ouvriers en faisant l'amalgame entre la plus grande expérience révolutionnaire du prolétariat et la contre-révolution stalinienne.

Ce rideau de fumée idéologique sert en fait à masquer la sinistre réalité qui s'étale sous nos yeux. La situation actuelle le révèle en concentré : l'aggravation de la crise qui se traduit par une attaque grandissante des conditions de vie des prolétaires et

l'enfoncement dans la barbarie du monde actuel montrent que la véritable faillite est celle du système capitaliste. Le monde capitaliste sombre jour après jour dans un chaos toujours plus terrifiant que la bourgeoisie est bien incapable de contrôler et d'endiguer.

Les secousses monétaires et boursières en Asie sont la plus récente manifestation de la gravité de l'effondrement économique, révélatrice de l'impasse de la crise mondiale. Les uns après les autres, les pays des soi-disant "miracles économiques" sont touchés de plein fouet, tandis que, face à l'asphyxie croissante de marchés solvables, les pays du cœur du capitalisme, surendettés, continuent leur fuite en avant dans le mirage du crédit. Les Etats les plus touchés comme

l'Indonésie préfigurent le seul avenir qu'offre le capitalisme : enfoncement dans la misère et mitraille pour la majorité de la population. Dans les pays les plus développés, c'est la classe ouvrière qui paie au prix fort cette accélération de la crise avec l'aggravation irrémédiable de toutes ses conditions d'exploitation.

En même temps, les préparatifs guerriers des grandes puissances impérialistes s'intensifient. Cela illustre plus que jamais la nature du "nouvel ordre mondial". Au lieu d'une "ère de paix et de prospérité" promise lors de l'effondrement du bloc de l'Est, s'illustre plus que jamais que la "paix" ne peut exister dans le capitalisme. Le capitalisme n'a pas d'autre moyen de survivre que l'enfoncement dans le

militarisme et décomposition. On assiste aujourd'hui au déchaînement de la barbarie guerrière sous toutes ses formes : des massacres de populations en Algérie à l'arme blanche au redéploiement dans le Golfe des engins de mort les plus perfectionnés et les plus meurtriers.

Derrière les nouveaux préparatifs guerriers contre "le boucher de Bagdad", se cache en réalité une rivalité sans merci entre gangsters impérialistes pour le contrôle de zones stratégiques sur l'arène mondiale. Qu'il y ait intervention militaire américano-britannique contre l'Irak ou pas, cette situation n'est qu'un nouvel épisode de l'affrontement déguisé entre les grandes puissances dont l'aboutissement, à terme, ne peut être qu'une hécatombe encore plus sanglante. Plus le capitalisme plonge dans sa crise mortelle, plus les rivalités impérialistes entre les grandes puissances se déplacent sur le terrain des antagonismes militaires. Ainsi l'aggravation de la crise n'est pas seulement synonyme de misère accrue pour la classe ouvrière. Elle porte aussi avec elle la perspective effroyable d'une généralisation de la barbarie. Cette barbarie, c'est la classe exploitée qui en sera la première victime, non seulement parce que c'est à elle que la bourgeoisie va continuer à faire porter le fardeau de ses dépenses militaires, mais de plus, c'est l'impôt du sang que la classe dominante va exiger des ouvriers en cherchant à les enrôler dans ses futures croisades impérialistes.

Cette situation révèle le vrai visage du capitalisme. Elle doit balayer aux yeux de tous les prolétaires les faux espoirs, les illusions régulièrement entretenues

par la bourgeoisie. Le capitalisme ne peut nous offrir que toujours davantage de misère et de tueries. De cette réalité résulte l'enjeu essentiel pour l'avenir de la planète. Si la fuite en avant dans la guerre est bien la seule réponse que la bourgeoisie puisse apporter à l'impasse complète de son économie, la seule alternative radicalement différente et opposée à la perspective guerrière ne peut provenir que de son ennemi irréductible, le prolétariat. Seule la lutte des ouvriers sur leur terrain de classe, pour la défense de leurs intérêts contre les effets de la crise peut contrecarrer et mettre un terme au déchaînement de la barbarie meurtrière qui menace d'engloutir toute l'humanité. Plus que jamais, la seule alternative est : socialisme ou barbarie.

Face aux enjeux cruciaux que porte cette situation, la classe ouvrière doit comprendre que ses luttes de résistance aux attaques grandissantes du capitalisme ne sont pas seulement un combat pour la défense immédiate de ses conditions de vie. Ce combat, en s'attaquant à la racine du capitalisme, porte en lui la remise en cause radicale de ce système à l'agonie. C'est grâce à la lutte des ouvriers, à la révolution de 1917 en Russie, de 1918 en Allemagne, que la bourgeoisie a été contrainte de mettre fin à la première guerre mondiale. C'est parce que la classe dominante sait bien que le prolétariat est porteur de la perspective révolutionnaire qu'elle tente d'obscurcir sa conscience en chargeant le communisme de tous les méfaits et de tous les crimes que le capitalisme ne cesse de perpétrer.

IG (20 février)

35 HEURES, "PARTAGE DU TRAVAIL"

Gouvernement, patronat et syndicats mènent l'attaque anti-ouvrière

Avec le vote de la loi sur les 35 heures, le gouvernement "socialiste" et "communiste" vient d'avancer d'un grand pas dans le renforcement de l'exploitation capitaliste. Au nom de la "solidarité", cette prétendue réforme sociale, au slogan crapuleux : "Travailler moins, c'est travailler mieux", fixe en réalité le cadre d'une nouvelle aggravation des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière. Et c'est tout le battage de la mi-décembre au début janvier autour des occupations d'ASEDIC par les associations de chômeurs (voir RI n°276) qui a servi de tremplin à une meilleure "justification" de la "nécessité" de la loi. La mise en avant répétée de ces "luttes", contrôlées de A à Z par la CGT et les gauchistes, les revendica-

tions de ces chômeurs dont la bourgeoisie étalait avec une complaisance hypocrite les terribles conditions de vie ont eu pour but de mieux mettre en valeur la loi sur les 35 heures, présentée comme le "meilleur moyen" pour résorber le chômage.

Une attaque tous azimuts contre l'ensemble de la classe ouvrière

L'été dernier, Jospin avait clairement annoncé la couleur : "les 35 heures payées 39, ce serait antiéconomique". Cette pilule amère, il s'agissait donc pour la bourgeoisie de la faire avaler aux ouvriers. Les efforts et contorsions du gouvernement consistant, depuis lors,

à nous raconter qu'il n'y aurait pas de baisse directe des revenus ouvriers mais qu'on engagerait les patrons à "une modération des hausses de salaires" (comme si ces derniers piaffaient d'impatience pour les augmenter !) révélaient la crainte gouvernementale de dire tout haut le fond de sa pensée. C'est alors que l'"opération chômeurs" est entrée en action. L'énorme battage sur la supposée mobilisation sans précédent des chômeurs est venue à point nommé, non seulement pour convaincre les prolétaires au travail que les sacrifices sont inévitables mais que, par "solidarité" avec les chômeurs, ils se devaient de les accepter avec enthousiasme. Cette prétendue "solidarité" que propose toujours la bourgeoisie et qui consiste à inviter les prolétaires à partager la misère est évidemment un pur mensonge. Elle vise en vérité à dresser les uns contre les autres les chômeurs et les actifs. D'ailleurs, le gouvernement a bien laissé entendre que son refus de céder aux revendications du

(SUITE PAGE 4)

IRAK

(Lire page 3)

L'aggravation des tensions entre brigands impérialistes

Sommaire

SITUATION INTERNATIONALE

- Aggravation de la crise mondiale du capitalisme, la bourgeoisie fait payer la note à la classe ouvrière p. 2
- Mobilisations antiterroristes en Espagne : une offensive idéologique contre le prolétariat p. 2
- Derrière les menaces de guerre en Irak, l'aggravation des tensions entre brigands impérialistes p. 3
- Opération "Tempête du Désert", Yougoslavie, Rwanda Les grandes démocraties masquent leurs propres crimes p. 3

FRANCE

- Campagnes anti-américaines, les médias au service de l'impérialisme français p. 4
- Staliniens hier, "repentis" aujourd'hui, ennemis du communisme toujours p. 5
- LCR / LO : les trotskistes ne défendent que le capitalisme p. 5

COURRIER DES LECTEURS

- Défendre le parti bolchévique, une responsabilité essentielle des révolutionnaires aujourd'hui p. 6

HISTOIRE DU PCF

- Comment le PCF est devenu un parti stalinien (2e partie) p. 8

AGGRAVATION DE LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME

La bourgeoisie fait payer la note à la classe ouvrière

La secousse boursière et monétaire en Asie ne cesse de provoquer des ravages sur le plan social. La bourgeoisie se fait particulièrement discrète sur les attaques brutales qui ne cessent de pleuvoir dans cette région sinistrée. Celles-ci apportent un cinquantième démenti à tous les discours officiels sur "les lendemains qui chantent".

Les attaques massives n'ont cessé de se développer partout, bien avant la secousse de la zone Asie-Pacifique, y compris chez les "dragons" les plus "performants". Aujourd'hui, la situation est très nettement aggravée par l'ampleur de la crise, la brutalité des plans d'austérité imposés par l'urgence même et les pressions du FMI.

De l'effondrement des "dragons" aux attaques antiouvrières en Asie

Contrairement à la crise mexicaine de 1994, où les attaques massives ont été légèrement différées, l'effondrement de secteurs entiers et la multiplication des fermetures d'entreprises ont immédiatement entraîné des millions de licen-

ciements en Asie. Cette tragédie ne touche pas simplement les Etats les plus vulnérables de la région, puisque le Japon lui-même, avec la Corée, subissent de plein fouet un choc violent. Les faillites d'entreprises en cascade, la chute du secteur bancaire nippon ont déjà laissé sur le carreau des centaines de milliers de prolétaires. La déclaration du PDG coréen de Samsung exprime une telle réalité : "les licenciements sont une obligation, notre survie en dépend". C'est d'ailleurs pour cela que le parlement coréen a décidé de promulguer une loi permettant les licenciements massifs. Là où le chômage était "inexistant", Séoul annonce qu'un million et demi de personnes vont être frappées. Outre les multiples secteurs exposés directement aux licenciements,

ceux qui tentent de résister, comme certaines compagnies aériennes, ne sont pas spécialement mieux lotis ni épargnés par les effets de la crise. La Korean Air, par exemple, en plus des suppressions de postes à venir, a déjà baissé de 10% le salaire de ses employés. La Compagnie Asiana a imposé un congé sans solde à 8000 salariés, etc. Au chômage ou au travail, la situation est donc devenue un véritable enfer, à tel point que les actes désespérés, les suicides, qui sont surtout et essentiellement le fait de bourgeois ou petits-bourgeois ruinés, finissent par toucher quelques ouvriers désoeuvrés.

Si la Corée connaît une véritable banqueroute, d'autres "vitrines" de la région se sont également brisées. Ainsi, à Hong Kong, les grandes entreprises licencient à tour de bras. Certaines banques, y compris parmi les plus récentes, comme la banque d'affaire Pérégrine, les compagnies aériennes (Cathay Pacifique), suppriment des postes. Des chaînes de grands maga-

sins, comme la Yaohan japonaise, sont en faillite et licencient à leur tour. Plus largement, en Thaïlande et en Indonésie, les ravages de la crise se font durement sentir. A Djakarta, plus de deux millions de personnes ont déjà perdu leur emploi ! Les syndicats annoncent trois millions de chômeurs de plus pour 1998 ! A l'est de Java, des émeutes ont éclaté au mois de janvier suite à la flambée des prix de denrées alimentaires et aux réductions des subventions de l'Etat (concernant notamment l'essence et l'électricité). Des supermarchés ont été pillés et détruits ! Dans les grandes villes, les bidonvilles déjà existant ne cessent de s'agrandir de façon explosive. En Thaïlande, ce sont les mêmes faillites qui sévissent. Des centaines d'ouvriers de l'automobile, licenciés, se sont déjà heurtés à la police anti-émeute durant le mois de janvier. Des dizaines d'entre eux ont été blessés à cette occasion. Plus largement, face à des convulsions inévitables, exploitant une conscience et une expérience très faible de la classe ouvrière de ces pays, la bourgeoisie n'a aucun mal à canaliser dès aujourd'hui les explosions de colère sur le terrain pourri du nationalisme et de la xénophobie. Le gouvernement thaïlandais a ainsi annoncé que 300 000 travailleurs étrangers allaient être expulsés ! La propagande anti-chinoise, par exemple, est avivée et les rivalités entre groupes ethniques et religieux soigneusement entretenues. Si à cela on ajoute les menaces qui pèsent sur la Chine avec les millions de prolétaires sacrifiés aux restructurations du secteur de l'Etat, les secousses à venir dans les pays de l'Est et en Amérique latine, le tableau laisse entrevoir la dimension catastrophique de la dynamique du chaos social.

Au coeur du monde industrialisé, l'aggravation de la misère ouvrière

Malgré les attaques massives et le développement du chômage aux quatre coins de la planète, les campagnes et les discours idéologiques n'hésitent pas à présenter le coeur du monde industrialisé comme porteur d'espérances "démocratiques" et de réformes "sociales" ; ceci, afin de masquer la faillite du système capitaliste. Contrairement à ce que prétendent les médias, avec la crise qui sévit en Asie, les attaques prennent partout une ampleur et une profondeur dramatiques. Ainsi, la plupart des commandes prévues par les Etats asiatiques de biens manufacturés plongent déjà directement certaines entreprises ou secteurs des pays centraux dans le marasme. Boeing, par exemple, vient de voir ses commandes diminuer de façon sensible, l'Asie représentant un tiers de son marché sur le plan mondial. Cette gigantesque entreprise américaine doit supprimer 12 000 emplois ! Au pays du "plein emploi", on peut ajouter plus indirectement que le fabricant de disques durs Sea Gate va supprimer lui aussi 10 000 postes ! A cela ajoutons les 10 000 de Digital Equipment (informatique), les 3 000 de Black and Decker, les 19 000 du groupe des téléphones A&T, etc. La recette est simple : licencier pour embaucher (dans le meilleur des cas) une main d'oeuvre moins chère et plus corvéable ! C'est ce soi-disant "modèle anglo-saxon" qui est devenu

partout la règle aujourd'hui ! En France, l'entreprise coréenne Daewoo, qui devait investir en Lorraine retire son projet ! En Allemagne, les placements des banques en Asie ont de lourdes conséquences : la Deutsche Bank, première banque européenne a annoncé 9 000 suppressions d'emplois. Le chômage, qui a fait un bon fantastique ces dernières années dans ce pays, risque donc d'être aggravé. En attendant, 150 000 ouvriers sont déjà concernés par une "mise en retraite progressive" à Daimler Benz, 200 000 suppressions d'emplois sont à venir dans les communes de l'Est, etc.

Par ailleurs, alors que les coûts de production chutent dans les pays asiatiques, les attaques sur les salaires déjà effectives dans les pays centraux se font plus pressantes, notamment par le biais de la réduction du temps de travail. C'est d'ailleurs un des objectifs de la "grande mesure des 35 heures", déjà en vigueur dans beaucoup d'entreprises, et discutée dans de nombreux pays, dont la Belgique (1), qui devra être appliquée en France et en Italie d'ici l'an 2000. Cette politique prône la "modération salariale" et provoque un véritable chantage à l'emploi. Conjugée à une pression fiscale accrue, à des coupes claires dans les budgets sociaux, la bourgeoisie peut ainsi tenter de lutter au mieux face à une concurrence exacerbée par la guerre commerciale (sans compter qu'il faudra bien que le FMI racle de nouveaux fonds pour faire face à l'augmentation vertigineuse de ses dépenses, pour cause de sauvetage !) Par la réduction du temps de travail, la bourgeoisie va pouvoir accroître également la "flexibilité" à outrance, c'est-à-dire la précarité généralisée. Il est déjà plus que fréquent de voir les prolétaires cumuler les petits boulots pour survivre. Désormais, le "pluriemploi" est devenu la règle et la norme sociale, comme le reconnaît elle-même la bourgeoisie : "le contrat de travail à vie c'est fini. Nous allons de plus en plus alterner des périodes de travail, de formation, de congés, de non-activité, d'occupations annexes" (2). Bref un chômage partiel à peine voilé ! Plus largement, sur toutes les questions allant de la scolarité à l'emploi, de la santé aux retraites, les plans d'austérité qui n'osent se présenter comme tels continuent de plonger les ouvriers des pays développés dans la misère.

Si la bourgeoisie est si discrète sur les implications des mesures qu'elle prend de façon concertée au niveau international, sur les attaques qui tombent avec massivité dans tous les pays et tous les secteurs, c'est qu'elle redoute le questionnement des prolétaires sur la crise et la faillite de son système. C'est pour cela qu'elle entretient la confusion, qu'elle décuple les campagnes idéologiques tous azimuts. Le prolétariat ne doit pas se laisser endormir par les discours idéologiques. C'est par la lutte qu'il pourra renforcer son unité et sa conscience, ses seules armes réellement efficaces, afin de déjouer les pièges de la bourgeoisie. Il pourra ainsi développer son combat contre le capitalisme.

W (08 février)

MOBILISATIONS ANTI-TERRORISTES EN ESPAGNE

Une offensive idéologique contre le prolétariat

Le 30 janvier, l'ETA a assassiné le conseiller municipal Alberto Jimenez Becerill et son épouse en plein cœur de Séville. Ces meurtres ont permis à l'Etat espagnol, une nouvelle fois, d'exploiter ces actes terroristes pour appeler la population à manifester son indignation, son soutien à l'Etat démocratique, face à la barbarie de l'ETA. Depuis juillet 1997, avec l'assassinat de M.A Blanco qui avait donné lieu à la mobilisation de plus de six millions de personnes dans la rue, la campagne antiterroriste n'a eu de cesse de s'amplifier, semant un grand trouble parmi les ouvriers sur les raisons de cette barbarie, poussant de nombreux prolétaires indignés à défiler dans ces manifestations derrière les syndicats, les partis de droite et de gauche.

Comme nous l'avions dénoncé en septembre dernier (1), la prétendue lutte contre le terrorisme n'est qu'un prétexte pour provoquer "l'union sacrée" de tous les citoyens derrière l'Etat "démocratique", présenté comme l'ultime rempart, face aux tueurs de l'ETA.

Ce que nous dénonçons il y a 20 ans reste pleinement d'actualité : "C'est pour cela aussi, que le terrorisme, pratique de la petite-bourgeoisie, peut être et est souvent judicieusement exploité par l'Etat comme moyen de détourner les ouvriers du terrain de la lutte de classe et sert également de prétexte pour renforcer sa terreur". (2)

C'est pourquoi les révolutionnaires ont la responsabilité de mettre en garde les ouvriers contre la nouvelle stratégie de la bourgeoisie dans l'utilisation de l'ETA. Ce groupe bourgeois, ultra nationaliste, a été utilisé depuis 30 ans à toutes les sauces. Soutenu par les forces démocratiques quand il fallait détruire le cadavre du franquisme, manipulé par l'Etat français, puis devenant l'enjeu des différentes cliques bourgeoises qui se réclament du nationalisme basque, il prend pour cible, aujourd'hui, non plus

des représentants du franquisme, ni même des personnalités militaires ou policières, symboles de l'appareil répressif d'Etat, mais des conseillers municipaux anonymes, des "démocrates", des "élus du peuple", comme le clame l'ensemble des médias aux ordres de l'Etat. En effet, depuis l'assassinat de M.A Blanco, et après la condamnation en décembre dernier de la branche politique de l'ETA (7 ans de prison pour les parlementaires de Herri Batasuna), l'ETA exerce une stratégie de tension permanente, qui va des incendies, des intimidations, aux meurtres des conseillers municipaux du Partido Popular et d'autres fractions bourgeoises : assassinat d'un retraité des chantiers navals, J.L. Caso, puis d'un petit entrepreneur, J.I. Irureta-Goyena, 100 % basque, et dernièrement d'un couple sévillan de classe moyenne. Le trait commun à toutes ces personnes, comme le clame la bourgeoisie, c'est qu'elles représentent "le peuple", "la démocratie". Qu'elle soit manipulée ou l'expression de tendances suicidaires, ou les deux, l'ETA, avec cette stratégie de la terreur qui peut frapper à tout moment des "élus du peuple", sert à la perfection les intérêts de l'Etat capitaliste.

Cette stratégie n'est pas propre à l'Etat espagnol. Avec l'accélération de la crise économique et la nécessité pour le capitalisme d'imposer encore plus d'austérité aux ouvriers, la bourgeoisie internationale, notamment en Europe, organise de grandes campagnes démocratiques où elle utilise les manifestations les plus barbares de la décomposition de son système (montée de xénophobie, conflits entre cliques bourgeoises) pour détourner le prolétariat de la lutte des classes, seule perspective qui puisse mettre fin à l'agonie du mode de production capitaliste. Que ce soit le terrorisme comme en Espagne, le "danger

de fascisme" en France et en Autriche, ou le fait de réclamer un Etat et une justice "propres" comme en Italie, ou la sordide affaire Dutroux en Belgique, le trait commun à toutes ces campagnes "citoyennes", c'est qu'elles visent à entraîner les prolétaires dans des manifestations interclassistes de "la population".

L'ensemble de la bourgeoisie utilise le dégoût et la révolte des ouvriers devant ces horreurs, insistant sur le fait que la classe ouvrière est impuissante et qu'elle doit soutenir l'Etat démocratique, qui serait le seul qui puisse lutter contre cette barbarie. Ces campagnes permettent à la bourgeoisie de focaliser les projecteurs de l'actualité sur ces événements, permettant de faire passer dans le dos des ouvriers de violentes attaques contre leurs conditions de vie. Au plus fort de la campagne anti-terroriste en Espagne, l'Etat remettait en cause le remboursement des soins médicaux, préparant des milliers de licenciements avec les "privatisations", et fermant les mines des Asturies, où 40 000 mineurs travaillaient encore il y a quelques années. Les ouvriers doivent refuser de se ranger derrière l'Etat qui est le principal protagoniste de ces manifestations de terreur et répondre par la lutte massive aux sacrifices supplémentaires que réclame la survie du capitalisme. Face aux tentatives de la bourgeoisie pour détruire son unité de classe, la dévoyer de son terrain de lutte et lui faire croire que ces intérêts de classe exploitée sont identiques à ceux de la classe dominante qui l'exploite, le prolétariat doit s'affirmer en tant que classe en menant le combat contre les attaques de l'Etat.

Dan et P.

(1) Cf. article de R.I. n° 271, septembre 1997.

(2) Cf. "Résolution sur le terrorisme". *Revue Internationale* n° 15, 4e trimestre 1978.

(1) voir *Internationalisme* n°235

(2) *Libération* du 26-01-98

DERRIÈRE LES MENACES DE GUERRE EN IRAK

L'aggravation des tensions entre brigands impérialistes

Une nouvelle fois, c'est une véritable armada qui est concentrée dans les eaux du Golfe Persique et qui risque de semer la mort parmi des populations dont le seul tort est de résider là où menacent de se cristalliser les tensions guerrières.

L'aggravation des tensions impérialistes est d'abord et avant tout, comme l'avaient mis en avant les marxistes au début de ce siècle, l'expression de l'impasse et de la faillite du mode de production capitaliste entré dans sa phase de décadence. Mais la forme que prennent aujourd'hui ces conflits, celle d'un chaos sanglant avec le développement du chacun pour soi de la part des différents impérialismes, est le produit typique des conditions dans lesquelles ceux-ci s'expriment : celle de la phase actuelle de décomposition de la société.

La tendance au chacun pour soi dans les relations entre les Etats, avec son cortège d'alliances de circonstance et éphémères, qui s'exerce au détriment de la constitution d'alliances stables, a contribué à multiplier et aggraver les conflits militaires. Seuls les Etats-Unis et l'Allemagne suivent une politique claire, cohérente et à long terme. Elle consiste, pour les premiers, à préserver leur leadership mondial et pour la seconde à développer son influence sur une partie du monde. Les autres puissances, en revanche, se retrouvent confinées à des politiques plus circonstancielles visant, en bonne partie, à contrecarrer les visées des Etats-Unis ou de l'Allemagne.

C'est ainsi que la première puissance mondiale est confrontée, depuis qu'a disparu la division du monde en deux blocs impérialistes rivaux, à une contestation permanente de son auto-

rité de la part de ses anciens alliés de la "guerre froide".

La contestation du leadership américain et la riposte des Etats-Unis

L'étalage et l'emploi de la force armée constituent, dans la période présente, le principal instrument de défense des intérêts impérialistes des Etats-Unis du fait qu'ils disposent d'une supériorité militaire écrasante sur tous les autres Etats.

C'est le moyen qu'ils utilisèrent lors de la guerre du Golfe en 1991 alors que les anciens vassaux du gendarme américain, libérés de la menace du bloc russe, aspiraient le plus possible à se dégager de sa pesante tutelle. Cependant, la démonstration sur le terrain de cette supériorité ne put avoir raison de

la tendance au chacun pour soi de la part des anciens alliés des Etats-Unis.

La manifestation la plus spectaculaire de cette crise de l'autorité du gendarme mondial fut la rupture de son alliance historique avec la Grande-Bretagne, à l'initiative de cette dernière, à partir de 1994. Pendant plus de deux ans, la France et la Grande-Bretagne firent alors cause commune pour la défense de leurs intérêts impérialistes en Yougoslavie, en favorisant le camp serbe, contre les intérêts de l'ancien allié allemand (qui soutenait le camp croate) et en faisant échec à toutes les tentatives des Etats-Unis de jouer un rôle direct dans le dénouement de la crise yougoslave. La nouvelle démonstration de force des Etats-Unis en septembre 1996, avec le tir de 44 missiles de croisière sur l'Irak, suscita des réactions d'hostilité presque unanimes et la condamnation très ferme de la part de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite, alors que ces pays avaient apporté un plein soutien à l'Onclé Sam lors de la guerre du Golfe.

D'autres exemples illustrent la contestation du leadership américain. Arrivée au pouvoir en Israël malgré la volonté contraire affichée par les Etats-Unis, la droite a tout fait pour saboter le processus de paix avec les Palestiniens qui constituait un des plus beaux fleurons de la diplomatie américaine. Ainsi, l'affaiblissement de l'autorité des Etats-Unis sur Israël, jouant lui aussi sa pro-

pre carte, a-t-il favorisé la perte du monopole américain dans le contrôle de la situation au Moyen Orient, zone cruciale s'il en est. La France en a profité pour effectuer son retour dans la région, après qu'elle en ait été totalement éjectée à la faveur de la guerre du Golfe.

Ces revers des Etats-Unis ne signifiaient néanmoins pas une résignation quelconque de leur part au déclin de leur leadership. Depuis 1995, la première puissance mondiale a engagé une contre-offensive marquée par son retour en force en ex-Yougoslavie et par la suprématie de sa diplomatie avec la signature à Dayton, aux Etats-Unis, des accords de paix sur la Bosnie. Elle a réussi à infliger au pays qui l'avait défiée le plus ouvertement, la France, un très sérieux revers dans ce qui constitue son "pré carré", l'Afrique, en lui faisant perdre le Rwanda et le Zaïre et en affaiblissant son contrôle sur l'ensemble des autres pays africains encore sous sa coupe. C'est une punition particulièrement sévère que les Etats-Unis ont ainsi infligé à la France et qui se veut exemplaire à l'adresse de tous les autres pays qui voudraient l'imiter dans sa politique de défi permanent.

Mais cette leçon n'était pas encore suffisante. Lorsque les anciens alliés des Etats-Unis font profil bas, ils attendent en fait toute occasion pour reprendre l'initiative. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis sont obligés de rappeler, à intervalles réguliers, "qui est le chef".

C'est à cet objectif qu'avait correspondu la démonstration de force des Etats-Unis dans le Golfe en novembre 1997 qui intervenait directement en réponse à leur difficultés à rétablir à leur avantage une stabilité au Moyen-Orient. Elle constituait une mise en garde contre toute tentative des grandes puissances de vouloir tirer avantage d'une telle situation, et aussi un avertissement à l'hostilité grandissante des pays arabes à l'encontre des Etats-Unis. Mais la crise ainsi ouverte, loin d'avoir intimidé ceux à qui le message s'adressait, ne fit que cristalliser leur animosité contre l'onclé Sam.

Ainsi des pays arabes comme l'Egypte, l'Arabie saoudite, le Maroc ou l'autorité palestinienne boycottèrent la conférence de Doha au Qatar, conçue initialement comme un relais de la volonté américaine au Moyen Orient. Au sein du conseil permanent de sécurité de l'ONU, c'est la Russie et la France qui, en jouant la carte diplomatique, se portèrent à la tête de la contestation de la diplomatie musclée des Etats Unis.

Peu après, les Etats-Unis devaient essuyer un nouveau camouflet avec le succès de la tenue à Téhéran, en décembre 1997, de la conférence islamique qui réunit l'écrasante majorité des pays arabes. En se rendant tous à une conférence convoquée par un pays désigné par Washington comme terroriste et fauteur de guerre, ces derniers témoignaient de leur détermination à refuser les diktats américains.

Des difficultés accrues pour les Etats-Unis

Aujourd'hui les Etats-Unis reviennent à la charge, avec une force de frappe considérable, en se saisissant, cette fois, du refus par Saddam Hussein des modalités de l'Unscop pour l'inspection des sites présidentiels dans lesquels

sont censés se trouver des unités de fabrication d'armes chimiques et bactériologiques.

On voit se manifester le même antagonisme que trois mois auparavant, mais avec une escalade de part et d'autre. D'un côté la Chine et la Russie condamnent clairement l'attitude américaine, Moscou allant jusqu'à proférer des menaces à l'encontre de la première puissance mondiale. Elle n'a évidemment pas les moyens de ses menaces, mais celles-ci n'en traduisent pas moins une très nette prise de distance vis-à-vis de la tutelle des Etats-Unis dans laquelle elle se trouvait depuis que l'éclatement de son empire l'avait ramenée au rang de puissance secondaire. La France ne se permet évidemment pas ce type de menace mais n'en mène pas moins une politique permanente et active visant à discréditer internationalement cette nouvelle croisade des Etats-Unis. Le Japon se fait discret mais affirme clairement qu'il ne participera pas au financement d'une nouvelle opération militaire. La plupart des pays arabes condamnent, refusent de s'associer ou, lorsqu'il est vraiment trop difficile de résister aux pressions américaines, comme pour le Koweït, alors manifestent ostensiblement leur manque d'enthousiasme.

De l'autre côté, il n'y a guère eu que la Grande-Bretagne qui, tout en portant des critiques à la politique des Etats-Unis au Moyen Orient, s'est rangée, dès le début, aux côtés des Etats-Unis, en faveur d'une intervention militaire. Une telle attitude de ce pays ne signifie en rien son retour dans le giron américain, mais correspond, comme il l'a dit explicitement, à la meilleure carte pour la défense de ses propres intérêts impérialistes (1). Les Etats-Unis n'ont pas ménagé les pressions diplomatiques avec la tournée en Europe d'une délégation de haut rang conduite par Cohen, le ministre de la défense. S'ils ont arraché quelques soutiens, il faut en mesurer la portée toute relative. Ainsi celui de l'Allemagne, qui consiste en l'autorisation pour les avions américains d'utiliser les anciennes bases alliées, engage assez peu ce pays et ne participe en rien à inféoder sa politique impérialiste à la volonté des Etats-Unis (1). En effet, les avancées de l'Allemagne se sont jusqu'alors effectuées en évitant de défier ouvertement les Etats-Unis et par ailleurs Kohl ne s'est pas privé de rappeler à ses interlocuteurs le soutien qu'ils apportèrent à Saddam Hussein lors de la guerre Iran-Irak au début des années 80.

On est donc loin de la situation prévalant lors de la guerre du Golfe où tout

(SUITE PAGE 6)

IRAK 1991, YUGOSLAVIE, RWANDA

Les grandes démocraties masquent leurs propres crimes

La guerre du Golfe, dont il avait pourtant été rabâché, "prouvé" qu'elle avait été une "guerre propre" tue encore à l'heure actuelle. Ceux qui furent exposés aux combats, soldats et population civile, mais aussi les enfants de celle-ci nés depuis lors, paient aujourd'hui, à travers la maladie ou les malformations génétiques, le tribut à la sophistication et à la barbarie des moyens qui furent employés au service de "l'intervention chirurgicale". C'est un reportage TV (le 13 janvier sur Fr 3, "Science de la guerre : attention danger") qui nous le révèle, accablant quant à la responsabilité des Etats-Unis et qui "oublie" la France, alors qu'elle fut pleinement partie prenante de la boucherie de 1991.

Loin de constituer un sursaut d'objectivité de la part de médias pris de remords par rapport à tous les mensonges qu'ils ont docilement diffusé pendant la guerre même, ces révélations constituent en fait un moment des règlements de compte entre puissances impérialistes rivales. En ce sens le reportage en question n'est que la monnaie de la pièce de la France aux commissions d'enquêtes mises en place par les instances de l'ONU. Celles-ci, à l'instigation des américains, s'intéressent à la complicité bien réelle de la France dans certains massacres en Yougoslavie, ou bien à sa responsabilité directe dans le génocide rwandais.

Des séquelles de la "Tempête du Désert"

Des dizaines de milliers de "vétérans" américains crèvent aujourd'hui à petit feu de maladies de peau ou souffrent de troubles neurologiques parce qu'ils se sont trouvés exposés, lors des combats, aux armes chimiques de l'adversaire. Certains d'entre eux racontent comment ils ont constitué de la chair à canon, dans le plein sens du terme. Au moment

de partir à l'offensive en franchissant les lignes de défense de Saddam Hussein, toutes les alarmes de détection de présence de gaz toxiques sont en état d'alerte. "Fausse alerte", "appareils en dérangement" informe la hiérarchie militaire qui se veut rassurante tout en "invitant" fermement la troupe à dépasser ses hésitations et à marcher au combat. Les témoignages et demandes de soins de la part des combattants qui se plaignent de sensations de brûlure au visage après avoir traversé des "brouillards de gouttelettes" font l'objet d'un black-out systématique par l'autorité militaire afin de ne pas démoraliser les troupes. De toute évidence, l'état major savait qu'une attaque chimique pouvait avoir lieu et elle en connaissait également les effets qui, malgré ces troubles immédiats, n'étaient pas de nature à empêcher le soldat "d'accomplir son job". Quant aux conséquences ultérieures pour la santé des bidasses, la raison d'Etat s'en moquait royalement.

On observe également dans cette population de vétérans un taux anormalement élevé de leucémies. Ceux là ont été exposés, de même qu'une fraction

de la population irakienne qui se trouvait à proximité des zones de combats, aux radiations ionisantes issues des obus américains à chaque fois qu'ils faisaient mouche. En effet, selon un procédé moderne adopté par la plupart des armées des pays qui peuvent se le payer, l'enveloppe métallique de ces obus, afin de présenter les propriétés nécessaires de dureté permettant de percer le blindage des chars, est réalisée dans un alliage contenant de l'uranium appauvri, mais néanmoins radioactif en cas de déflagration. Voilà pourquoi certaines villes d'Irak présentent ces marques de la civilisation communes à toutes les régions irradiées, comme à Hiroshima, Nagasaki ou Tchernobyl : leucémies, cancers de la peau et malformations monstrueuses des nouveau-nés.

Même si elle n'était pas encore patente en 1991, cette réalité était néanmoins prévisible dès cette époque et les médias se sont bien gardés de nous en informer. On ne s'en étonnera pas, alors que pendant des semaines après le début de la guerre, ceux-ci nous ont donné une vision totalement surréaliste de cette ignoble boucherie présentée sur toutes les chaînes de TV comme une "opération chirurgicale" nette et sans bavure. Et ce, en dépit de cette évidence que les tapis de bombes largués en aveugle depuis les B52 ne pouvaient pas avoir fait moins que des dizaines de milliers de morts, ou que ces nouvelles merveilles de la technologie que sont les bombes à dépression, qui provoquent la mort instantanée par éclatement des poumons, avaient laissé sur le

(SUITE PAGE 4)

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

GUERRE DU GOLFE

* Hier, aujourd'hui, demain
LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE

* USA, GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, URSS, IRAK...
LA BOURGEOISIE, UNE CLASSE DE GANGSTERS

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !



SR. 518

GOUVERNEMENT, PATRONAT, SYNDICATS MENENT L'ATTAQUE ANTI-OUVRIERE

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

"mouvement des chômeurs" d'une hausse de leurs allocations de misère était motivé par la seule préoccupation d'éviter une nouvelle ponction sur les feuilles de paye des actifs. Du coup c'est sous le prétexte de "mobiliser le pays dans la bataille contre le chômage" comme le dit Jospin et de "créer 450 000 emplois", voire "700 000", comme le raconte Aubry, que le gouvernement peut aujourd'hui faire passer sa loi sur les 35 heures et, avec elle, la violente attaque sur les salaires qu'elle implique. De toutes façons, même si beaucoup d'ouvriers ne se font pas beaucoup d'illusions sur ces fameuses "créations d'emplois", le battage a au moins réussi à culpabiliser les actifs et à leur faire comprendre qu'il serait mal venu de réclamer un maintien du salaire en travaillant moins alors que tant de chômeurs n'ont même pas de quoi survivre.

Désormais, et grâce à l'effet "mouvement des chômeurs", le gouvernement peut, sans ambiguïté, avertir les prolétaires qu'ils vont subir une baisse généralisée de tous les salaires, tout en présentant cela comme une "mesure sociale". Tout le mic-mac autour du SMIC et des bas salaires dont le gouvernement s'engage à maintenir le pouvoir d'achat grâce à une "déconnexion" entre un SMIC horaire et un SMIC mensuel fait partie de l'emballage "social" et permet de faire passer le reste.

Courant Communiste International

les
syndicats
contre
la classe
ouvrière

Mai 85

Mais, les "35 heures" ce n'est pas seulement une attaque générale des salaires "de base". Pour les "smicards" désormais "mensualisés", comme pour les autres prolétaires, elles signifient aussi une violente attaque contre la possibilité d'essayer de boucler les fins de mois en faisant des heures supplémentaires. La ministre Martine Aubry projette de ne pas majorer de 25% les heures supplémentaires comprises entre 35 et 39 heures, "sauf si la situation économique le permet".

Derrière l'argument mensonger et trompeur d'une plus grande "souplesse" dans leurs horaires, ce sont des cadences accélérées, des semaines plus longues, en fonction des besoins de l'entreprise. Avec la loi Aubry, la perspective est à une "flexibilité" accrue du travail et notamment à la généralisation de l'annualisation du temps de travail au plus grand nombre. Là aussi, la gauche veut nous faire passer les vessies pour des lanternes. Les horaires variables, le travail à temps partiel, la diminution du temps de travail, c'est le patronat lui-même qui les réclame et les a même institués dans nombre d'entreprises depuis des années (voir nos articles sur la RTT dans RI n°265 et 266). Avec l'argument-massue : "La loi sur les 35 heures va créer des emplois", le gouvernement voudrait faire oublier que, derrière le développement du travail à temps partiel, la précarité du travail et les licenciements n'ont fait que s'aggraver. Les emplois à horaires fixes concernaient par exemple 52% des salariés en 1992 contre 65% en 1978 et le travail à temps partiel est passé de 12% des actifs en 1992 à 17,4% à l'heure actuelle... sans embauches. Ce que va permettre la loi sur les 35 heures, c'est une accélération sans précédent de cette tendance à qui elle fournit un cadre "juridique" et qu'elle permet de généraliser à grande échelle en balayant toute une série d'obstacles.

L'expérience des 34 heures en Allemagne chez Volkswagen n'a nullement empêché les licenciements secs et mas-

sifs, elle a au contraire été leur justification. Ceux-ci sont justement l'épée de Damoclès que brandit la bourgeoisie pour faire passer ce genre de crapulerie et les millions d'ouvriers au chômage servent de moyen de chantage, au nom de la solidarité, à une exploitation aggravée de ceux qui ont un travail. C'est d'ailleurs grâce à ces "arguments" que le gouvernement qui prétendait remettre à plus tard la question de la fonction publique s'est empressé au dernier moment d'inclure ce secteur dans la loi Aubry, pour "dégraissier" plus vite le "Mammouth", soyons-en certains. Ce qui n'a pas empêché FO de clamer qu'il s'agissait là d'une "conquête sociale".

Gauche, syndicats et patronat, main dans la main pour faire passer l'attaque

De la conférence d'octobre (voir RI n°273) aux "actions" de décembre-janvier, l'ensemble des forces de la bourgeoisie, droite et gauche, gouvernement, patronat et syndicats, se sont partagés le travail afin de donner l'impression qu'il s'agissait avec les 35 heures d'un véritable enjeu "social" pour lequel ils ont fait semblant de s'empoigner avec violence. D'un côté, la gauche au pouvoir, soutenue par les syndicats dans sa volonté de donner "du temps pour vivre" aux ouvriers. De l'autre, la vilaine droite qui s'efforçait de multiplier les amendements pour bloquer le vote de cette loi et, surtout, le patronat dont le nouveau représentant, Seillière, se vautre avec ostentation dans une caricature de patron particulièrement rétrograde et obtus. Cette image-repoussoir, largement étalée par les médias, par la gauche et les gauchistes, est venue renforcer l'idée qu'il y avait forcément quelque chose à gagner avec les 35 heures, puisque les patrons, ces exploiters, y étaient catégoriquement opposés ! Les prolétaires ont ainsi été littéralement saoulés fin janvier, avec l'approche du vote à l'Assemblée Nationale, de débats contradictoires, de reportages, d'interviews destinés à mieux leur masquer la vérité et parasiter en eux toute réflexion

sur la réalité antiouvrière que recouvre cette loi scélérate.

Dans ce concert abrutissant, les syndicats se sont partagés les tâches et ont parfaitement joué chacun leur partition, comme ils continuent à le faire pour mieux noyer le poisson. La CFDT menait en tête la campagne, enfourchant ainsi son cheval de bataille préféré sur la réduction du temps de travail présentée plus que jamais comme une grande "victoire" ouvrière. FO, quant à elle, se faisait de plus en plus "critique" sur la loi, tout en l'adoptant, concernant la baisse des salaires et les possibilités réelles d'embauche. C'est la CGT qui prenait la pose la plus offensive, "refusant" la flexibilité, la réduction ou le gel des salaires et demandant des "garanties" contre l'annualisation du temps de travail. Mais c'est encore cette offi-

cine de la bourgeoisie qui est venu apporter un "plus" à la campagne, en relançant tout exprès la division entre actifs et sans-emplois, déjà opérée dans les "lutes de chômeurs" en décembre-janvier derniers.

C'est clair ; au-delà du partage du travail opéré pour faire passer dans l'immédiat la loi Aubry, les syndicats se préparent à répondre aux luttes de demain, aux combats qui ne vont pas manquer d'éclater en réponse aux mesures d'exploitation draconiennes que vient de mettre en route le gouvernement. Ce sont eux qui nous diront qu'ils étaient contre, qu'ils ne voulaient pas cela. Et c'est contre eux aussi qu'il faudra se battre.

KW (12 février)

Les médias au service de l'impérialisme français

Fin janvier, la meute médiatique française se déchaîne. La cible de cette campagne, c'est la population américaine tout à tour taxée de puritaine, d'intolérante, d'arriérée et de barbare à cause de sa mise en application bornée de "la loi du talion". D'abord, les médias nous ont servi un feuilleton digne d'une série B, avec en vedette principale, le président des Etats-Unis Clinton dans ses frasques extra-conjugales. C'est l'affaire du "Monicagate" et du "Waterbraguet", selon la formule plus méprisante utilisée en première page par le journal *Libération* très porté sur l'anti-américanisme. Et on se moque avec une ironie mordante de cette Amérique puritaine qui ne pardonne pas à ce président volage, et qui va même jusqu'à vouloir le destituer. Le dernier épisode de ce feuilleton terminé, dans la foulée, éclate une autre affaire, celle de Karla Faye Tucker. Le ton monte d'un cran : "Une Amérique qui fait peur" titre encore *Libération*. La presse insiste sur la "rédemption" mystique de la condamnée en prison, et son exécution est presque filmée en direct pour les journaux télévisés de 20H. "Un pays où la majorité de la population est pour la peine de mort est un pays barbare", voilà en substance le message que veulent nous faire passer tous les journalistes à la solde de l'Etat français.

Le déploiement d'une telle artillerie médiatique pour mettre au pilori les "moeurs intolérantes et barbares" des américains poursuit un but, mobiliser l'opinion publique française contre les Etats-Unis. Depuis la chute du mur de Berlin, la France n'a de cesse de contester le rôle de leadership que veut jouer l'oncle Sam sur la scène impérialiste mondiale. Et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui cette propagande anti-américaine s'intensifie. Les raisons se trouvent dans la nouvelle "crise irakienne" qui accentue les tensions entre les grandes puissances. La bourgeoisie française n'a que faire des moeurs américaines, ou de l'exécution de Karla F. Tucker ; ce qui la motive, ce sont fondamentalement des considérations impérialistes. Rappelons nous du battage idéologique, au moment de la guerre du Golfe au début de l'année 1991, qui avait pour objectif de justifier, aux yeux

de la population française, l'implication de la France dans la croisade anti-irakienne. Saddam Hussein, le "boucher de Bagdad" ou encore le "nouvel Hitler", voilà ce qu'on entendait à longueur de journées à la télévision ou à la radio. Aujourd'hui, c'est un autre discours qui nous est servi : "si les Etats-Unis se lancent dans une opération guerrière contre l'Irak, c'est pour faire diversion, c'est pour ressouder une opinion publique fortement ébranlée par les nombreux scandales sexuels du président Clinton". Faire passer ce message permet à la France de se désolidariser de Clinton sans avoir l'air trop ouvertement de soutenir celui qui hier était appelé le "boucher de Bagdad". Et encore plus ignoble, tout le plaidoyer des médias pour l'abolition de la peine de mort, toutes les larmes versées pour Karla Tucker, ne sont que pure hypocrisie, quand on sait que pour l'année 97, il y a eu 37 exécutions aux Etats-Unis, et aucune n'a eu droit à autant de publicité. Cela montre que tout ce battage médiatique a bien des objectifs impérialistes liés à la situation actuelle.

Dans les conflits qui les opposent, les requins impérialistes recherchent toujours l'adhésion de leur population, et pour cela il faut justifier idéologiquement les rivalités, il faut exalter le sentiment national. Et pour embrigader la population, et en particulier la classe ouvrière, tous les arguments les plus hypocrites, les plus mensongers sont utilisés, et ce sont de tels arguments nationalistes qui ont servi à entraîner l'humanité dans la barbarie des deux dernières guerres mondiales. Aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une telle situation, mais c'est bien ce même poison nationaliste que la bourgeoisie essaie de nous injecter : n'a-t-elle pas opposé aux "moeurs puritaines et au détestable mode de vie américain" l'esprit "plus tolérant et plus respectueux de la vie privée" de la France, et face à la "cruauté de ce peuple barbare qui assassine des saintes", n'avons-nous pas entendu ces "belles paroles" qui encensent "le sens humaniste" de l'esprit français. Ne nous laissons pas avoir par cette odieuse propagande nationaliste de la bourgeoisie.

André

LES DEMOCRATIES MASQUENT LEURS CRIMES

(SUITE DE LA PAGE 3)

carreau des milliers de soldats irakiens. Même si, aujourd'hui, la France se trouve en première ligne de la contestation américaine, cela ne diminue en rien ses responsabilités passées pour sa participation pleine et entière à l'entreprise macabre, ni celle de ses médias pour la couvrir. Il faut se souvenir qu'elle était même plutôt fière, à l'époque, des exploits de ses valeureux soldats de la division Daguet, érigés en héros pour avoir "si bien représenté la France" (dixit Mitterrand).

... au génocide rwandais

Pendant toute une période, 1993-94, alors que les médias français plaidaient sur tous les tons la cause des Bosniaques menacés d'extermination, la stratégie de la bourgeoisie française, marchant pour la circonstance avec la Grande-Bretagne, a consisté à miser sur son alliance historique avec la Serbie. Pour permettre à cette dernière d'engranger les fruits de ses conquêtes militaires, elle s'est employée, non pas à sauver

des vies bosniaques, mais à favoriser les mouvements des forces serbes, et à gêner ceux des forces bosniaques. Voilà pourquoi aujourd'hui la France refuse d'envoyer ses militaires témoigner au tribunal international de La Haye, comme il le lui est demandé, alors que risquerait d'y être mise en évidence sa complicité dans, par exemple, l'encerclement et les massacres de l'enclave de Srebrenica commis par les Serbes au printemps de 1993.

Les médias français n'ont pas manqué non plus de s'émouvoir sur le million de morts rwandais, victimes de la guerre civile au Rwanda. Mais en invoquant "la fatalité africaine rendant inévitables les lamentables conflits ethniques", ils prenaient soin d'innocenter à l'avance les grandes puissances agissant dans la région, pour la défense de leur intérêts impérialistes, France, Etats-Unis et Grande-Bretagne. Et pourtant la responsabilité de la France est écrasante. C'est elle qui a armé et instruit les Forces Armées Rwandaises, et a commandité les massacres qui, au mois de juin 94, firent en une semaine 300 000

morts, essentiellement parmi la population tutsie, susceptible de favoriser l'avance du Front Patriotique Rwandais, pro-américain.

Aussi expéditifs et barbares que les camps staliniens, que les atrocités du régime nazi ou les "hauts faits d'armes" (bombe atomique sur Hiroshima ; bombardements de Dresde, ville hôpital) des "grands libérateurs" de la seconde guerre mondiale (1), ces années 90 viennent incontestablement enrichir la chaîne ininterrompue des massacres et des crimes des grandes démocraties.

Depuis la guerre de 14, où "chacun était l'agressé", en passant par l'utilisation des crimes nazis de la seconde guerre mondiale, les alibis idéologiques avec lesquels chaque bourgeoisie tente de dissimuler sa propre responsabilité et participation à la barbarie, n'ont pas changé : la défense du droit, de la civilisation, des causes humanitaires ou la mise en évidence de la responsabilité du voisin.

B.

(1) Cf. *Revue Internationale* n° 66. "Les massacres et les crimes des grandes démocraties."

LO ET LA LCR DANS LE "MOUVEMENT DES CHOMEURS"

Les trotskistes ne défendent que le capitalisme

Le mouvement de "révolte" des chômeurs qu'on a vu se "développer" en décembre et janvier était clairement une manoeuvre mise sur pied par la bourgeoisie contre la classe ouvrière, visant à renforcer ses syndicats et à mettre en place des structures d'encadrement des chômeurs, tout en préparant le terrain à l'introduction des 35 heures (sur l'analyse de cette manoeuvre, voir RI 276). Toutes les composantes de la bourgeoisie ont participé à son orchestration et, en son sein, les gauchistes, en particulier les trotskistes,

ont été aux avant-postes, jouant là leur rôle d'ennemis résolus de la classe ouvrière et de sa cause révolutionnaire.

Comme le proclame le quotidien bourgeois *Libération*, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), dirigée par Alain Krivine, connaît un "regain de sympathie et de médiatisation" (1). C'est là la juste rétribution qu'offre la bourgeoisie à une de ses officines des plus efficaces lorsqu'il s'agit d'entraîner les ouvriers dans les pièges tendus par la classe dominante. Ainsi, on a en effet vu récemment la LCR être aux tous

premiers rangs des manifestations de chômeurs, le plus souvent sous la casquette des associations, en particulier AC ! AC qui a été un des fers de lance de la manoeuvre orchestrée contre les chômeurs et toute la classe ouvrière, utilisant sans vergogne la détresse des "fin de droits" pour diviser la classe ouvrière et la culpabiliser, en étant au premier rang lorsqu'il s'agissait d'enfermer au maximum le mouvement, via des actions-commando ultra-minoritaires ou des occupations-bunker des centres ASSEDIC. Le tout, bien sûr, avec

la volonté de redorer le blason des syndicats, étant entendu que "les militants (de la LCR) collectionnent les casquettes syndicales, notamment à SUD" (1). La LCR n'en est pas à son coup d'essai : sa participation à la mise en place de tous les pièges de la bourgeoisie est patente et révèle sa vraie nature. *Libération*, toujours très en verve lorsqu'il s'agit de rendre honneur aux services rendus à la classe dirigeante se félicite : "L'air de la rue a redonné une bouffée d'oxygène à la LCR. Des grèves de décembre 95 à la révolte des

chômeurs, des manifestations de sans-papiers aux coups d'éclat des mal logés, les trotskistes de la LCR sont redescendus sur le pavé" ! C'est clair : les états de service sont éloquentes et leur liste rejoint symétriquement la liste des manoeuvres les plus importantes développées en France depuis quelques années contre le prolétariat (sur décembre 1995, voir notre brochure *Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière*, sur les sans-papiers voir RI 271) !

COMMENT LE PCF EST DEVENU UN PARTI STALINIEN (2e partie)

(SUITE DE LA PAGE 8)

servient le facteur décisif avec le pacte Laval-Staline dans lequel ce dernier déclarait qu'il approuvait le programme de défense nationale française. En fait, cela correspondait à l'une des premières tentatives pour l'URSS stalinienne de se mêler au concert des grandes puissances impérialistes. Cette fois, le PCF réagit en 24 heures : il vole au secours du capital national, de façon irréversible et définitive. Du jour au lendemain, il se met à exalter la France éternelle, Jeanne d'Arc et la Marseillaise. Vaillant-Couturier présente les communistes comme les meilleurs héritiers des rois capétiens. Comme s'il relâchait brusquement une pression énorme trop longtemps contenue, le PCF déverse des torrents de patriotisme exacerbé. Au congrès de Villeurbanne de janvier 1936, Thorez s'écrie : "Les communistes ne veulent pas laisser aller le pays à la régression, à la ruine et à la catastrophe, c'est pourquoi ils travaillent à l'union du peuple de France, à la véritable réconciliation nationale contre les 200 familles. Nous sommes soucieux de l'avenir de notre pays, du nombre et de la santé de nos enfants, de l'abondance et de la qualité de sa production matérielle et intellectuelle, du rayonnement de sa culture (...). La République des Soviets, ce sera le salut de notre pays (...). Les communistes feront une France libre, une France forte, une France pacifique." Le manifeste du même congrès proclame : "Un vent de détresse souffle sur notre beau pays de France dont les richesses, au lieu de servir à embellir et à rendre plus heureuse la vie des hommes, sont accaparées par une minorité malfaisante de parasites. Notre pays gémit aujourd'hui sous le poids de l'oppression, de la bande d'ennemis de la nation responsables de l'appauvrissement des masses populaires, de la corruption et des scandales (...). Le PCF est le parti de l'Union de la nation française (...). La nation française, c'est le peuple admirable de notre pays, au coeur généreux, à la fière indépendance et au courage indomptable. Peuple français, c'est pour ton salut que nous te convions à l'Union."

Ne reculant devant aucun excès de chauvinisme hystérique, Thorez lançait un nouvel appel par la radio en avril 1936 à une véritable union sacrée : "Nous te tendons la main, catholique, (que tu sois) ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes laïcs, parce

que tu es notre frère (...). Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu, parce que tu es un fils du peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe."

La bourgeoisie nationale sait qu'elle peut compter désormais sur le PCF : s'il ne participe pas directement au gouvernement de Front populaire (PS et radicaux) qu'il a largement contribué à amener au pouvoir, il aura été le meilleur garant du maintien de l'ordre public. Après les accords Matignon de juin 1936, c'est lui qui persuade les ouvriers de reprendre le travail : "Il faut savoir terminer une grève !", s'exclame Thorez qui avait écrit parallèlement au chef du gouvernement Daladier "C'est parce que nous sommes unis que nous avons empêché dans ce beau pays que

nous aimons, le déchaînement d'une guerre civile qui aurait fait couler beaucoup de larmes et de sang". En août 1936, c'est encore Thorez qui précise devant les militants parisiens : "Nous pouvons dire que le Front populaire (et nous y sommes pour quelque chose, nous, les communistes), ce sera vraiment un front français, un front du peuple de France, héritier et continuateur de la grande révolution, contre le front des agents de l'étranger. (...) Un front français à la tradition héroïque de lutte et de liberté de notre peuple, aux accents de la Marseillaise de 1792 mêlés à ceux de notre Internationale, sous les plis du drapeau tricolore de Valmy avec le drapeau rouge de la Commune, un front français contre le front anti-français de la trahison : front français pour le respect des lois, front français pour la défense de l'économie nationale, front

français pour la liberté et l'indépendance de notre pays."

Sous la double bannière de la défense de la patrie française et de la patrie du socialisme, le PCF avait brillamment commencé son oeuvre d'embrigadement du prolétariat dans la nouvelle bouche-rie impérialiste mondiale qui se préparait. Son efficacité sur fond de montée de contre-révolution était terrifiante : entre début 34 et début 37, les effectifs du parti stalinien passaient de moins de 30 000 à plus de 350 000.

Dans une prochaine partie, sera abordé comment, depuis le Front populaire et la guerre d'Espagne jusqu'à la Résistance et la Libération, en passant par l'épisode du pacte germano-soviétique de 1939, le PCF a oeuvré de toutes ses forces contre-révolutionnaires à l'écrasement du prolétariat en devenant à son tour un bourreau et un massacreur.

CB

Staliniens hier, "repentis" aujourd'hui, ennemis du communisme toujours

Depuis plus d'un demi-siècle, les staliniens n'ont jamais cessé d'alimenter, de concert avec les autres fractions de la bourgeoisie, la plus énorme escroquerie idéologique du siècle en se réclamant d'une prétendue continuité entre les bolcheviks et le stalinisme, entre Lénine et Staline, entre la vague révolutionnaire prolétarienne internationale de 1917-1923 et la contre-révolution sous sa forme stalinienne qui a contribué à son écrasement. C'est déjà cette assimilation mensongère qui a permis à la bourgeoisie, lors de l'effondrement des régimes staliniens en 1989, de s'attaquer à la conscience de classe du prolétariat en proclamant la faillite du marxisme et la mort du communisme. Dans la poursuite de la propagande actuelle qui vise à discréditer le parti bolchevik et Lénine en particulier en mettant sur leur compte les crimes des régimes staliniens, il existe un autre élément que tous les principaux médias cherchent à occulter. C'est le fait que la plupart de ceux qui se trouvent à la tête de cette campagne, en tous cas les plus acharnés et les plus virulents, sont des staliniens défrôqués. Ainsi, ce n'est pas un hasard si le porte-parole le plus véhément de cette campagne est Stéphane Courtois qui fut, dans les

années 70, un des leaders d'un éphémère groupuscule maoïste ultra-stalinien : Vive le Communisme ! (VLC) devenu quelques mois plus tard Vive la Révolution ! (VLR). Alors que dans l'après-68, le stalinisme était de plus en plus remis en cause et que les différents PC tentaient déjà eux-mêmes de ravalier leur façade en parlant de "déstalinisation", ce sont les groupes pro-chinois qui servaient souvent de refuge aux ultimes défenseurs du stalinisme en revendiquant fièrement une pseudo-continuité "révolutionnaire" entre Marx-Engels-Lénine et les représentants de la contre-révolution que furent Staline et Mao, bourreaux et exploités du prolétariat. Ce n'est donc nullement un hasard si une pléiade d'idéologues au lourd passé stalinien se retrouve aux avant-postes de cette campagne. L'ancien stalinien membre de l'appareil du PC pendant une dizaine d'années, François Furet, avait "ouvert la voie" avec son livre *Le Passé d'une Illusion* en 1994 et dont les médias avaient fait un premier best-seller de librairie sur la thèse que le stalinisme était le produit "naturel" et inévitable de "l'utopie communiste". Plus largement, tous ont trempé dans les crimes staliniens qu'ils dénoncent

aujourd'hui. Ils font maintenant semblant de découvrir les horreurs de ces crimes, à l'instar de Nicolas Werth, alors qu'ils les ont cautionnés et / ou s'en sont faits les complices sans scrupules pendant des années. Qu'ils se proclament "chercheurs", historiens, "nouveaux philosophes" comme BHL, Glücksmann, Finkelkraut (ces autres anciens maos de service), journalistes comme Revel dans les colonnes de *L'Express* et ancien proche du PC ou Serge July, ancien animateur de l'autre courant mao-stalinien de la Gauche Prolétarienne et fondateur de *La Cause du Peuple*, avant de devenir le patron de *Libération*, tous ces ex-ardents défenseurs du "modèle stalinien du socialisme" se retrouvent aujourd'hui en première ligne de la campagne anti-communiste. On veut nous faire croire qu'ils renient ce qu'ils ont adoré. C'est faux. Ils n'ont jamais changé de camp ni de fonction. Déjà, dans le passé, ils oeuvraient comme staliniens parmi les ennemis les plus acharnés de la classe ouvrière, du marxisme et de la révolution prolétarienne mondiale. Ils poursuivent aujourd'hui plus que jamais le même combat idéologique antiprolétarien au service de leur classe : la bourgeoisie.

CB

Lutte Ouvrière (LO) d'Arlette Laguiller n'a pas été en reste. La manoeuvre de décembre-janvier a d'ailleurs été l'occasion pour ce groupe d'apparaître en tant que tel dans les manifestations, ce que l'on n'avait pas vu depuis longtemps, les militants de LO se "contentant" lors des "actions" des mois précédents de participer sous les banderoles syndicales, en particulier celles de la CGT. C'est dire toute l'importance qu'Arlette et ses acolytes ont accordé à cette manoeuvre qu'ils ont soutenue de bout en bout, écrivant à longueur d'articles que "en manifestant, en disant par leurs actions qu'il y en a ras-le-bol, les chômeurs ont raison" (2), et en plébiscitant eux aussi les actions-commando minoritaires de ces "chômeurs en lutte (lisez les gauchistes et syndicalistes qui les dirigent) qui ne manquent ni d'idées, ni d'initiatives" ... comme celle on ne peut plus radicale et allant dans le sens de la recherche de la solidarité de classe de... s'inviter à manger dans le plus grand restaurant de Mulhouse !

Etre un soutien actif de la CGT dans la mise en oeuvre de la manoeuvre dont les chômeurs ont été le jouet n'est qu'un pendant de l'action néfaste de LO contre la classe ouvrière. Un autre en est le soutien "critique" que ce groupe proclame en faveur des 35 heures. Et si son soutien à cette énorme attaque contre les conditions de travail et de vie que peaufine le gouvernement PS-PC (voir RI 276) est "critique", c'est parce que cette loi n'entrera pas en vigueur assez vite à ses yeux ! (2) "Attaquez les travailleurs, Monsieur Jospin, mais un peu plus vite, s'il vous plaît !", le voilà le credo de LO, participant ainsi à persuader les ouvriers que ces 35 heures sont un cadeau que leur fait le gouvernement de gauche ! Et LO, comme a son habitude, de relancer l'éternel couplet de "faire payer les riches", en défendant l'idée que le capitalisme peut apporter une solution au chômage pour peu que les ouvriers le veulent, en obligeant la bourgeoisie à "prendre l'argent sur les profits patronaux". Cela veut dire que pour LO il y a une solution au chômage et à la misère croissante : une meilleure gestion du capitalisme. "Meilleure" gestion à l'image, sans doute, du capitalisme d'Etat à la mode stalinienne que les petits copains d'Arlette ont tant soutenu du temps de l'URSS et pleurent tant aujourd'hui.

Pour les ouvriers, il s'agit de rejeter pour ce qu'ils sont ces discours et actions de gestionnaires du capital que sont les trotskistes : des pièges tendus par la bourgeoisie CONTRE la classe ouvrière.

HPL

(1) *Libération* du 29 janvier 1998.(2) *Lutte Ouvrière* du 30 janvier 1998.

Défendre le parti bolchévik, une responsabilité essentielle des révolutionnaires

Suite à la publication de notre brochure "La prétendue paranoïa du CCI", nous avons reçu de nombreuses lettres de solidarité face aux attaques de RV contre le CCI. Nous publions ici de larges extraits du courrier d'un lecteur qui, bien que réaffirmant son plein soutien à notre organisation, nous fait une critique : celle de n'avoir pas dénoncé, dans notre brochure, le "léninisme" comme étant une idéologie aussi étrangère au prolétariat que "l'anti-léninisme" véhiculé par le texte de RV.

"(...) Dans la partie intitulée 'Le léninisme en matière d'organisation' du texte de RV, ce dernier argumente (si on peut dire) la prétendue remise en cause d'une position du CCI, en se référant à un article paru dans RI en octobre 1995. Rappelant que 'sur les questions d'organisation, le CCI ne s'est jamais réclamé de toutes les conceptions développées par Lénine' RV prétend étayer sa thèse en citant une partie de l'article où le CCI écrit : '(...) Le CCI a affirmé sa fidélité à l'approche (souligné par moi) organisationnelle de Lénine (...)' nous affirmons fièrement notre fidélité au bolchévisme' (...)

Dans sa réponse, le CCI, tout en précisant qu'il n'a pas changé sa position, défend (à juste titre) les apports fondamentaux de Lénine et le rôle des bolchéviks contre le révisionnisme anarchisant de RV, critique son anti-léninisme, mais par contre n'exprime à aucun moment de manière explicite le rejet par le CCI du 'léninisme' alors que cette caractérisation constitue une des principales attaques de RV contre le CCI. Certes, face au délire 'anti-léniniste' de RV, le CCI a réagi comme il convenait. Mais en ne répondant pas

sur la question du léninisme, le CCI me semble concourir au trouble que cherche à susciter RV. (...)

Faute de se démarquer clairement du léninisme, le CCI ne fournit-il pas un semblant d'appui aux attaques lancées contre lui, avec le genre d'argument : 'qui ne dit mot consent' ? (...)

L'offensive 'anti-léniniste', campagne révisionniste abjecte, ne présente-t-elle pas un danger d'entraîner le CCI sur le terrain miné de la défense du 'léninisme' ou pour le moins de faire glisser l'organisation dans un sens léniniste en forçant la note en sens inverse ? (...)

Il est certes évident que l'accusation de léninisme contre le CCI n'était là que pour justifier le délire révisionniste de RV, et en tous les cas n'était que poudre aux yeux devant l'ampleur de la conversion à l'anarchisme de RV. J'estime pourtant que le silence du CCI est regrettable et dommageable (...)

Reste que ce silence, si je souhaite que le CCI m'en donne l'explication, ne m'apparaît nullement comme une preuve ni même un signe permettant de penser que le CCI évoluerait dans un sens 'léniniste' comme le prétend RV (...)

Pendant que le renégat RV s'attache à liquider sa conscience de classe pour sauver sa pitoyable âme et à enterrer le militant communiste qu'il fut pendant 'plus de trente ans' (...), le CCI, quant à lui, reste fidèle à ses positions, à son combat et poursuit son renforcement. Sa lutte contre l'esprit de cercle, pour l'instauration de l'esprit de parti, témoigne de sa vigueur et de sa détermination (...).

L."

NOTRE REPONSE

Nous tenons tout d'abord à saluer ici la démarche de la lettre de L. qui expose ouvertement ses questionnements avec le souci de la clarification à travers le débat.

Il est évident que notre lecteur, malgré son soutien au CCI, exprime des doutes sur les possibles dérives "léninistes" du CCI résultant du fait que dans notre réponse aux attaques de RV nous ne critiquons pas les conceptions erronées de Lénine en matière d'organisation. La lettre de L. contient une contradiction qu'il nous faut relever. D'un côté, L. redoute que "faute de se démarquer clairement du léninisme", notre organisation risque de se laisser "entraîner sur le terrain miné de la défense du léninisme ou pour le moins de faire glisser l'organisation dans un sens léniniste, en forçant la note en sens inverse", et de l'autre il affirme que ce silence du CCI ne lui apparaît "nullement comme une preuve ni même un signe permettant de penser que le CCI évoluerait dans un sens léniniste comme le prétend RV".

De toute évidence, une telle contradiction révèle que notre lecteur, malgré son soutien au CCI, n'est pas resté insensible aux "arguments" de RV dont l'objectif vise à semer le trouble et la confusion. C'est justement ce trouble et cette confusion que révèle la lettre de L.

La première chose que nous devons rappeler et que L. semble avoir perdu de vue, c'est l'enjeu vital pour le CCI du combat interne qu'il a dû mener pendant plus de trois ans contre l'esprit de cercle en son sein, et plus particulièrement contre son expression la plus dangereuse : l'existence d'un clan constitué et dirigé par l'aventurier JJ.

C'est la raison pour laquelle le CCI a dû se réapproprier non seulement les acquis légués par Marx dans sa lutte contre l'Alliance de Bakounine au sein de l'AIT, mais également le combat de Lénine et de la fraction bolchévik du POSDR en 1903 contre l'esprit de cercle incarné par Martov et les menchéviks. C'est justement ce combat de Lénine pour la défense de l'esprit de parti contre l'esprit de cercle qui a permis aux bolchéviks de construire une organisation d'avant-garde du prolétariat sans laquelle l'insurrection d'Octobre 1917 n'aurait jamais pu avoir lieu.

Il ne faut donc pas se tromper de débat. Dans le combat mené par le CCI contre les dysfonctionnements qui étaient en train de miner son tissu organisationnel, le danger mortel qui menaçait l'organisation n'était pas le "léninisme", mais la gangrène de l'anarchisme. Cet anarchisme s'est manifesté par des comportements anti-organisationnels conduisant à la remise en question de nos principes de centralisation. Et c'est justement lorsque l'organisation a décidé de mener un combat in-

transigeant pour la défense des principes du CCI que les arguments de RV, destinés à couvrir les agissements destructeurs de ses "amis", ont consisté à jeter un rideau de fumée sur les enjeux de notre combat, à esquiver les questions en discussion et à noyer le poisson en tentant de focaliser le débat sur les prétendues visions "léninistes" du CCI. Comme le montre notre réponse à RV dans notre brochure "La prétendue paranoïa du CCI", par fidélité à JJ, la centralisation fut attaquée et remise en question, la discipline organisationnelle consistant à respecter les règles statutaires de fonctionnement du CCI fut assimilée à du "militarisme", la politique de défense de l'organisation contre les manœuvres d'un aventurier fut dénoncée comme une "obéissance aveugle" à la "hiérarchie militaire" du CCI.

Notre réponse aux calomnies et mensonges de RV apporte suffisamment d'éléments concrets permettant aux lecteurs de comprendre quel était l'enjeu réel du combat mené par le CCI. Dans ce combat, il ne fallait pas se tromper de cible. L'organisation était menacée de destruction non pas à cause de prétendues dérives "léninistes", mais à cause des comportements anarchisants du cercle des "amis de JJ", à cause de l'infiltration au sein du CCI de l'idéologie de la franc-maçonnerie.

Le CCI tient à rassurer L. : contrairement aux mensonges de RV, nous n'avons pas changé de position "en douce". Ce type de pratique n'a jamais été celle du CCI. Lorsque notre organisation modifie ses positions à l'issue d'un débat interne, elle a le devoir et la responsabilité de rendre ces modifications publiques, comme ce fut le cas au lendemain du 7e congrès du CCI concernant la rectification du point 14 de notre plateforme (voir la *Revue Internationale* n°51). Les attaques pernicieuses de RV laissant entendre que le CCI n'assume pas un prétendu "changement de position" sur ses conceptions en matière d'organisation est une calomnie de la pire espèce. Le CCI, dans son combat contre l'esprit de cercle, a maintenu la position qu'il a toujours défendue concernant les enjeux du congrès de 1903 au sein du POSDR (qui a conduit à la scission entre bolchéviks et menchéviks et à la rédaction par Lénine en 1904 de son ouvrage *Un pas en avant, deux pas en arrière*) : la défense de l'esprit de parti, permettant la construction d'une véritable avant-garde du prolétariat, contre l'esprit de cercle, contre l'anarchisme en matière d'organisation. Le CCI s'est toujours réclamé de l'approche organisationnelle de Lénine que ce soit sur la question du paragraphe 1 des Statuts du POSDR ou à propos de la composition de la rédaction de l'Iskra (1).

Par ailleurs, dans notre combat contre le clan des "amis de JJ", à aucun moment, nous n'avons affirmé que nous soutenions TOUTES les conceptions organisationnelles de Lénine et des bolchéviks. Ainsi, à l'automne 93, dès l'ouverture de notre débat et de notre combat pour la défense des principes de fonctionnement du CCI, le "Rapport sur la structure et le fonctionnement de l'organisation des révolutionnaires" adopté à notre conférence extraordinaire de 82 (voir la *Revue Internationale* n°33) fut rappelé comme texte de référence. Or, pour rassurer notre lecteur, il est affirmé dans ce Rapport que : "certaines conceptions défendues par

Lénine (notamment dans 'Un pas en avant, deux pas en arrière') sur le caractère hiérarchisé et militaire de l'organisation, et qui ont été exploitées par le stalinisme pour justifier ses méthodes, sont à rejeter". La défense de l'esprit de parti, du respect des règles de fonctionnement collectif et de la conception d'une organisation centralisée ne signifie nullement que nous fassions nôtres certaines formulations de Lénine résultant de glissements polémiques dans le débat de 1903 et qui donnent effectivement une vision hiérarchique et militaire de l'organisation.

Notre "silence" à ce propos dans notre réponse à RV n'avait qu'une seule signification : ne pas noyer le poisson en parlant de vodka lorsqu'il n'y a pas de vodka (c'est-à-dire de dérive "léniniste" au sein du CCI). Ce n'est pas le CCI qui a changé sa position sur les questions d'organisation. C'est le renégat RV qui, en jetant le bébé avec l'eau du bain, a fini par réviser sa position sur la nécessité de l'organisation des révolutionnaires (RV a, en effet, subitement découvert, grâce à l'étude du *Petit Robert* et du *Larousse Encyclopédique* et après trente ans de militantisme, que le mot "militant" vient du latin "miles" qui veut dire "soldat" !).

Défendre Lénine et les bolchéviks face aux campagnes de la bourgeoisie et des parasites (qui, comme RV, laissent entendre que, le "ver étant déjà dans le fruit" dès 1903, le bolchévisme aurait servi de marchepied au stalinisme) est une responsabilité première des organisations de la Gauche communiste.

En d'autres circonstances historiques (notamment dans les années 70-80), le CCI a largement mis en avant et critiqué les erreurs de Lénine et des bolchéviks. Bien que nous maintenions ces critiques, les circonstances actuelles liées aux campagnes bourgeoises déchaînées depuis l'effondrement du bloc de l'Est contre le communisme, nous contraignent non pas à "changer de position" ni à "forcer la note en sens inverse", comme le redoute notre lecteur, mais à adapter notre intervention aux nécessités de l'heure.

C'est la raison pour laquelle, face au déferlement de la campagne anti-bolchévik réactivée par l'anniversaire des 80 ans d'Octobre 17 et la sortie du fameux *Livre noir du communisme*, la dénonciation des erreurs de Lénine et des bolchéviks, au nom de "l'impartialité" ou de "l'objectivité" (qui est une démarche propre à la petite-bourgeoisie) ne pourrait aujourd'hui que semer la confusion dans la classe ouvrière, faire le jeu des anarchistes et autres petits-bourgeois de tous poils et affaiblir ainsi notre défense du rôle crucial joué par le parti bolchévik dans l'histoire de la lutte de classe.

A l'heure où la bourgeoisie mondiale perpétue le plus grand mensonge de l'histoire en assimilant le bolchévisme au stalinisme, à l'heure où elle s'efforce d'enterrer la plus formidable expérience révolutionnaire du prolétariat, la responsabilité des révolutionnaires doit être d'abord et avant tout celle de la défense intransigeante du bolchévisme. RI

(1) C'est en particulier la réappropriation de la formulation de Lénine contre celle de Martov sur le paragraphe 1 des statuts du POSDR dans le débat de 1903 qui a permis au CCI d'élaborer ses propres Statuts (et RV le sait pertinemment).

IRAK

(SUITE DE LA PAGE 3)

était parfaitement maîtrisé par les Etats-Unis. L'invasion du Koweït à laquelle ils avaient en sous-main encouragé Saddam Hussein, qui s'était ainsi fait piéger, constituait un prétexte autrement plus tangible à une intervention militaire que l'actuelle question des sites présidentiels. C'est en toute légitimité qu'ils purent infliger la punition sept mois plus tard, à laquelle ils rallièrent toutes les grandes puissances, y compris celles qui avaient été récalcitrantes, et la majorité des pays arabes.

A aucun moment, ils ne coururent le risque de voir la crise se désamorcer. En effet, Saddam Hussein, qui s'était engagé à fond dans l'option politique d'annexion du Koweït, ne pouvait revenir en arrière sous peine de devoir renoncer à se maintenir à la tête de l'Irak. Aujourd'hui, c'est différent : il peut négocier un aménagement du contrôle des sites sans perdre la face. D'un autre côté, de nouvelles frappes américaines ne pourraient pas nuire à son prestige, alors qu'il se présente en situation d'agressé qui refuse de se laisser humilier. C'est en fait de son attitude actuelle, et pas tant de celle des Etats-Unis, que dépend l'évolution immédiate de la situation. En 1990, les Etats-Unis prenaient les devants d'une contestation de leur leadership, qu'ils savaient inévitable, afin de la retarder. Aujourd'hui ils en sont à tenter de colmater les brèches et courent après une situation dont l'issue, de toutes façons, ne pourra pas être favorable au renforcement de leur autorité. S'ils n'interviennent pas, ils deviennent moins crédibles. Si, au contraire, ils interviennent, ils renforcent la fronde à leur

contre. Quel que soit le positionnement des

différents pays vis-à-vis d'une possible intervention militaire, "pour le droit international" ou bien en faveur "d'une solution négociée", tous ne font que défendre leur sordides intérêts impérialistes et n'ont strictement rien à faire des vies humaines en jeu.

Ainsi la position de la France qui, par la bouche de Chirac, condamne par avance une intervention militaire "qui va tuer des femmes et des enfants" ne doit pas faire illusion. En effet, lors de la guerre du Golfe, la France avait essayé, notamment en jouant à fond la carte diplomatique, de résister aux pressions américaines pour participer à une intervention militaire dont elle savait qu'elle n'avait rien à gagner. Mais, dès qu'elle a estimé ne plus pouvoir résister davantage, en particulier en risquant de se retrouver isolée, sur la touche et incapable de "tenir son rang dans le monde" pour n'avoir pas participé, au moyen de ses forces armées, à cet événement majeur, alors elle s'est empressée de prendre part au carnage jusqu'au bout. Elle l'a assumé pleinement comme l'expriment ces paroles du socialiste Rocard à la veille des premiers bombardements : "Le combat pour le droit, seul garant de la paix, a commencé (...). L'humanité fera à ce prix un pas considérable vers une paix durable et générale".

Quel que soit leur discours, toutes les fractions nationales de la bourgeoisie sont co-responsables de la barbarie et celle que soit l'issue de l'actuelle crise, celle-ci ne peut que déboucher sur une aggravation du chaos.

B. (20/2/98)

(1) Contrairement à la France, ni la Grande-Bretagne, ni l'Allemagne n'ont de liens privilégiés à préserver avec Bagdad.

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
Revue Internationale/ 92
1er trimestre 1998 15ff / 100 fb

CRISE ÉCONOMIQUE
De la crise des pays "émergents" asiatiques au nouvel effondrement de l'économie mondiale
Perspective internationaliste décroche un nouvel oscar du bêtisier politique
Rapport sur la crise économique du 12e Congrès du CCI

LES FALSIFICATIONS DE LA RÉVOLUTION DE 1917
Le mensonge communiste = stalinisme = nazisme
Conférences de Moscou
Les débuts d'un débat prolétarien en Russie
Contribution de Russie
La classe non identifiée : la bureaucratie soviétique vue par Léon Trotsky.

LE 6e CONGRÈS DU PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALISTA
Un pas en avant pour la Gauche communiste

Appel aux lecteurs

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

BROCHURES DU CCI

- La décadence du capitalisme** (15 F + frais d'envoi : France 8F/Etranger 18F).
 - Les syndicats contre la classe ouvrière** (15 F + 8 F/18F)
 - Nation ou classe** (15 F + 8 F/18F)
 - Le trotskysme contre la classe ouvrière** (30 F + 8 F/18F)
 - Plate-forme et Manifeste du C.C.I.** (15 F + 8F/18F)
 - Organisation communiste et conscience de classe** (15 F + 8 F/18F)
 - L'Etat dans la période de transition** (20 F + 8 F/18F)
 - Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)
 - Guerre du Golfe** (15 F + 8 F/18F)
 - La Gauche communiste d'Italie** (80 F + 21F/33F)
 - La Gauche hollandaise** (120 F + 21 F/33F)
 - L'effondrement du stalinisme** (20 F + 8 F/18F)
 - La Révolution russe (nouvelle édition)** (15 F + 8 F/18F)
- Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)
La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes. Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe. Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

RÉUNIONS PUBLIQUES :

EFFONDREMENTS MONÉTAIRES EN ASIE
Le capitalisme n'a pas de solution à sa crise

- LYON : le samedi 28 mars à 15h**
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
- MARSEILLE : le samedi 7 mars à 20h30**
Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M° Chartreux.
- PARIS : le samedi 28 février à 17 h,**
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
- TOURS : le samedi 21 mars à 15 h**
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Souscriptions

D (Rouen) : 300. Jcb (Toulouse) : 56. De (Toulouse) : 77.
Lille : Permanence du 10 janvier : H.: 50 ; S : 70 ; C : 10 ; YK : 10 ; KS : 30. Permanence du 14 février : H : 40 ; YK : 50.
Paris : Réunion publique du 17 janvier : ST : 15 ; JM : 50 ; H : 50 ; P : 100 ; B : 100 ; C : 50 ; Goupil : 50 ; Pat : 50 ; AL : 300 ; M : 50 ; MG : 100 ; MO : 50. Permanence du 14 février : Al : 40 ; LP : 40.
Toulouse : Réunion publique du 18 décembre : O : 200 ; Mor : 100 ; Fx : 50 ; Mi : 100 ; An : 50 ; Ch : 100 ; AM : 100 ; Ch : 120 ; B : 175. Permanence du 5 décembre : Mor : 50. Permanence du 23 janvier : Chris : 50 ; Gene : 50 ; Chr : 50 ; XA : 31. Permanence du 6 février : D : 50 ; A : 50 ; B : 56 ; G : 52.
Total : 3172

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

- ANGERS :** . Contact - rue Lepneveu . L'encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent
- BESANCON :** . Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue
- BORDEAUX :** . Le Roi Lire - rue S^c-Catherine
- BREST :** . Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès
- CLERMONT-Fd :** . Le Papyvère - 3, rue de l'Ente . Maison de la Presse - place de Jaude
- DIEPPE :** . Maison de la Presse - 102, Grande-Rue
- DUNKERQUE :** . Maison de la Presse - 34, rue Poincaré
- GRENOBLE :** . Le Sphinx - 6, rue Brocherie
- LAVAL :** . Point presse - Centre Cst La-Mayenne
- LE HAVRE :** . Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales
- LILLE :** . Galerie - 57, rue de Béthune . Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq
- LYON :** . La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7°) . La Proue - 15, rue Childebert (2°)
- MARSEILLE :** . Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1°)
- MARTIGUES :** . Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.
- MELUN :** . La Porte Ouverte - 19, rue du Gst-de-Gaulle
- MONTAUBAN :** . Maison de la Presse - rue de la République
- MONTPELLIER :** . Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J.-Milhaud
- NANTES :** . Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur . Lanoë - 2, rue de Verdun . Librairie des Boulevards - 20, bd des Anglais
- NICE :** . Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine
- ORLEANS :** . Temps Modernes - rue N-D-de-la-Délivrance
- PARIS :** . L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14°)
- . La Brèche - 9, rue de Tunis (20°)
- . Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5°)
- . Lady Long Solo - 38, rue Keller (11°)
- SAINT-ETIENNE :** . Librairie de Paris - rue Michel-Rondet . Utopia - rue Pierre-Berard
- SAINT-NAZAIRE :** . Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès
- TOULON :** . Hall de Presse - bd Mst-Leclerc
- TOULOUSE :** . Toulouse Presse - 60, rue Bayard . FNAC - 81, bd Carnot . Les Arcades - place du Capitole
- TOURS :** . Librairie - 104, rue Colbert.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

- ACCION PROLETARIA**
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE
- INTERNATIONALISME**
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE
- INTERNATIONALISM**
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.
- INTERNACIONALISMO**
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA
- INTERNATIONELL REVOLUTION**
IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE
- RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE
- WERELD REVOLUTIE**
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE
- WORLD REVOLUTION**
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE
- WELTREVOLUTION**
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE
- WELTREVOLUTION**
Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE
- REVOLUCION MUNDIAL**
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.
- COMMUNIST INTERNATIONALIST (publication en langue Hindi)**
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

- ABONNEMENT SIMPLE**
(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F
- ABONNEMENT SIMPLE**
(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F
- ABONNEMENT COUPLÉ**
(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F
- ABONNEMENT DIFFUSEUR**

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 PARIS

Comment le PCF est devenu un parti stalinien (2e partie)

Dans la première partie de cette série (voir RI n°276 daté de février 1998), nous avons évoqué comment, dès l'origine, les bases opportunistes qui ont présidé à la constitution du PCF - alors que celui-ci était encore une authentique organisation prolétarienne et révolutionnaire - ont conditionné son incapacité à susciter en son sein des fractions de gauche conséquentes pour s'opposer et résister à la dégénérescence de l'Internationale Communiste après l'échec et le reflux de la vague révolutionnaire internationale de 1917/1923. Cette seconde partie traite du reniement, puis de la négation complète par le PCF du principe marxiste essentiel des organisations ouvrières : l'internationalisme prolétarien, signant sa trahison et son passage définitif dans le camp de la bourgeoisie.

L'abandon de l'internationalisme prolétarien correspond à la période de stalinisation directe du PCF qui devient un des instruments les plus dociles du modèle stalinien de contre-révolution, d'abord à travers la défense de l'URSS présentée comme "la patrie du socialisme", puis son intégration au sein de l'appareil politique de la bourgeoisie française dans sa marche vers la guerre impérialiste.

Un parti stalinien modèle

Dès décembre 1924, Staline avait formulé une "nouvelle théorie" inspirée par Boukharine : la construction du socialisme dans un seul pays, totalement étrangère au marxisme et en contradiction absolue avec les combats menés par les bolcheviks et l'Internationale qui ont toujours lutté pour ouvrir la perspective d'une révolution prolétarienne mondiale. C'était la "théorie" de la contre-révolution en marche qui allait se concrétiser à travers le déferlement de la terreur stalinienne. L'internationalisme prolétarien était vidé de tout contenu et ne servait plus que de prête-nom pour couvrir son antithèse monstrueuse : "la défense de la patrie socialiste".

En janvier 1926, les promoteurs du "socialisme en un seul pays", Staline et Boukharine, affirment ouvertement leur lutte pour conquérir le pouvoir d'Etat en écartant Zinoviev et Kamenev qui rejoignaient bientôt Trotski dans une "opposition unifiée" tentant désespérément de se dresser contre l'aberration du "socialisme dans un seul pays". Comme il l'avait fait avec Zinoviev, en manœuvrant rusé, Staline laissait un temps Boukharine agir sur le devant de la scène avec son "bloc ouvrier et paysan".

Il se garde de tout chambouler du jour au lendemain, se contentant de truffer le parti et l'appareil d'Etat d'hommes de main à sa solde. En France, le Komintern stalinisé laisse ainsi la direction momentanément en place au congrès de Lille de juin 1926, mais en lui adjoignant de nouveaux et jeunes "hommes d'appareil" comme Thorez, Semard, Monmousseau. Cependant commence très vite, dès 1927, la chasse systématique aux trotskistes et aux opposants de gauche. Les événements s'accélérent en avril 1927 avec la politique criminelle de Staline en Chine qui, en forçant le PC chinois à s'allier avec le dirigeant nationaliste Chang-kaï-chek, nommé membre d'honneur du Komintern, organise la défaite de la classe ouvrière chinoise. Staline la livre ainsi pieds et poings liés, lors des soulèvements prolétariens de Canton et de Shanghai, au massacre dans un véritable bain de sang perpétré par les troupes nationalistes du Kuomintang. Cette politique est vigoureusement dénoncée par Trotski. Ce dernier et Zinoviev sont exclus le 23 octobre 1927 du comité central et le 15 novembre du parti bolchevik. Début 1928, Trotski est banni et commence sa vie d'errance en exil, tandis que Zinoviev et Kamenev capitulent devant Staline. Les arrestations, les déportations, les exécutions se multiplient dans les rangs de plus en plus décimés des vieux bolcheviks. Les meurtres commandités, les pogroms, les "goulags" à grande échelle suivront bientôt d'abord dans les rangs prolétariens, ensuite dans toute la population. La terreur stalinienne est en place. Le VIe congrès de l'IC n'est qu'une parodie : l'Internationale est bien morte. Il ne sert qu'à organiser l'élimination de Boukharine. C'est l'ère de la collectivi-

sation forcée et de l'industrialisation forcenée, de plus en plus orientée directement vers l'industrie de guerre. En France, les anciens dirigeants liés à la "bolchévisation" du parti sont éliminés en janvier 1928. Le Komintern est devenu la courroie de transmission étroitement contrôlée de l'appareil stalinien qui téléguide de jeunes dirigeants issus des Jeunesses Communistes aux postes de commande pour "surveiller les agissements" des anciens. Les statuts du PCF sont profondément remaniés et le droit de tendance est supprimé. Le PCF est transformé en simple rouage de l'appareil stalinien. Par exemple, les rapports et les résolutions du congrès de Saint-Denis en avril 1929 sont préparés sur instructions de Moscou par Thorez, Barbé et Ferrat en marge de la direction officielle. C'est dans le PCF que Staline va tout d'abord tester en 1931 de nouvelles méthodes d'élimination qui annoncent les futurs procès de Moscou de la période 1934/1938. Dans ce but, il met au point une sombre machination pour accréder la thèse d'un "groupe fractionnel" des jeunes au sein du parti français. Les "aveux" fabriqués et extorqués à Barbé à Moscou faisant de son collègue Célor le bouc-émissaire du pseudo-complot des jeunes sont publiés dans une série d'articles dans *L'Humanité* sous la fausse signature de huit membres différents du comité central. En 1931, Thorez, placé sous la coupe directe du Komintern, est nommé secrétaire général qui devient le poste-clé de commande du parti et, dès 1932, la plupart des hommes qui l'entourent, de Duclos à Frachon, deviennent des membres inamovibles du bureau politique, d'une docilité à toute épreuve envers Staline. Au nom de la tactique "classe contre classe" et de la lutte contre le "social-fascisme" et l'"hitéro-trotskisme", tout devient prétexte à accusation de "déviationnisme" ou de "liquidationisme". En 1932, est mise en place une commission des cadres qui, grâce à des questionnaires biographiques périodiques remplis par les militants eux-mêmes, va permettre d'établir un fichage et un dossier plus complet, efficace et détaillé que celui de la préfecture de police sur chaque responsable. Ce fichier établi en double exemplaire est

transmis systématiquement à Moscou. En même temps, au début des années 30, une nouvelle ligne apparaît dans la presse du PCF. Dès le printemps 1931, des taux de croissance faramineux en URSS sont annoncés, en pleine crise économique mondiale et alors que la politique économique de Staline provoque une effroyable famine qui décime une énorme masse de miséreux. Ils sont censés prouver que "l'URSS est désormais entrée dans l'ère du socialisme" ainsi que "la supériorité incomparable du socialisme soviétique sur le capitalisme occidental". Fidèlement, le PCF va désormais marteler à longueur de colonnes et de reportages dans sa presse le leitmotiv : en URSS, c'est le socialisme radieux et les prolétaires français doivent tout faire pour "défendre la glorieuse patrie du socialisme". Le culte de Staline, le "petit père des peuples", déjà en place depuis décembre 29 en URSS, sera promu à l'occasion de cette vaste campagne idéologique.

Un parti bourgeois, ardent défenseur du capital national

L'intégration progressive du PCF au sein de sa bourgeoisie nationale est étroitement liée à la préparation par celle-ci de la guerre impérialiste. Elle commence par sa participation active au développement de l'idéologie antifasciste. Le PCF est ainsi le principal animateur en 1933 du mouvement antifasciste d'Amsterdam-Pleyel contre la montée du nazisme, téléguidé en sous-main par le Komintern, l'un de ses représentants étant faussement accusé par le régime hitlérien de l'incendie du Reichstag. Ce mouvement va servir de premier tremplin à l'antifascisme comme base idéologique d'embrigadement du prolétariat dans la préparation de la guerre impérialiste. Il regroupe déjà, aux côtés du PCF, une partie de la gauche (de membres de la SFIO jusqu'aux intellectuels), contenant ainsi les germes du futur "Front populaire". Cela n'empêche pas le PCF et l'appareil stalinien en Russie elle-même d'avoir été pris de cours par la prise du pouvoir d'Hitler en janvier 1933 en Allemagne. Le 6 février 1934, date capitale dans l'accélération des prépa-

ratifs guerriers de la bourgeoisie française, l'ARAC (association d'anciens combattants contrôlée par le PCF) manifestait encore contre le gouvernement aux cris de "A bas le gouvernement des fusilleurs" aux côtés des Croix de feu et des organisations d'extrême-droite qui avaient provoqué de violents affrontements avec la police devant la Chambre des Députés. Lorsque la SFIO propose au PCF une manifestation antifasciste commune pour le 8 février, ce dernier refuse catégoriquement et *L'Humanité* se livre alors dans ses colonnes à un violent réquisitoire contre le parti socialiste. Il fait cependant une première volte-face en qualifiant la journée du 6 comme une "offensive fasciste" et organise seul une contre-manifestation le 9 : il envoie déjà des prolétaires à la mort, six ouvriers étant tués dans de violents affrontements par la police gouvernementale (et non par les ligues fascistes qui avaient cessé d'occuper la rue). Cependant, face aux craintes que faisait naître une situation que beaucoup d'ouvriers étaient tentés de comparer aux événements en Allemagne qui avaient précédé l'arrivée du régime nazi au pouvoir, un vaste mouvement se développait, rassemblant les ouvriers dans les entreprises autour de comités de défense antifascistes qui débordaient parfois le contrôle des appareils sociaux-démocrates et stalinien. C'est pourquoi les leaders syndicaux de la CGTU font notamment pression sur le PCF en faveur d'une manifestation antifasciste aux côtés du PS pour le 12. Ce jour-là, les deux cortèges se rejoignent et s'unissent : c'est un succès populaire pour le PC. Les réticences du PCF envers l'action commune antifasciste avec la social-démocratie restent toutefois très fortes mais elles commencent à être durement critiquées par Staline. La nouvelle ligne est adoptée en mai 1934 à Moscou et c'est seulement en octobre que le PCF la reprend à son compte, mais avec détermination. C'est après s'être fait vertement tancé par le Komintern que Thorez appelle ouvertement à un "Front populaire" contre le fascisme. La voie est désormais ouverte au soutien du capital national. Mais c'est seulement à la mi-mai 1935 qu'in-

(SUITE PAGE 5)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'organiser la classe ouvrière, ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.